

Le déplacement des frontières entre temps de travail et temps libre dans la dynamique longue du capitalisme

Une mise en perspective historique et théorique

Carlo Vercellone

Abstract

La distinction entre temps de travail et temps dit libre n'est pas figée mais le fruit d'une construction sociale et historique. Cet article livre une mise en perspective historique et théorique de la succession des différents régimes socio-temporels qui ont régulé l'organisation du travail et son rapport aux autres temps sociaux aux âges du capitalisme mercantiliste, du capitalisme industriel, puis du capitalisme cognitif et informationnel. La dernière partie de l'essai s'attarde plus particulièrement sur le sens et les enjeux du brouillage des frontières entre temps de travail et temps libre intervenu à la suite de la montée de la dimension cognitive et immatérielle du travail et de l'essor de la figure du *Free Digital Labour* dans le capitalisme de plateforme.

Le capitalisme cognitif et informationnel va de pair avec un brouillage des frontières entre temps de travail et temps libre tracées par la modernité industrielle. Pour cerner le sens et les enjeux de cette évolution, notre analyse combinera étroitement théorie et histoire en montrant la variété des *régimes sociotemporels* qui, au cours de différentes phases du capitalisme, ont présidé à l'organisation du travail et à son articulation aux autres temps sociaux recouvrant ce que l'on appelle le temps libre: loisir, repos, activités de consommation et de reproduction de la force de travail. Après avoir posé les jalons d'une approche marxo-braudélienne de *la dynamique longue du capitalisme*, nous rappellerons les principales caractéristiques des *régimes sociotemporels* régissant le rapport capital-travail à l'âge du capitalisme mercantiliste et du capitalisme industriel. Nous nous pencherons ensuite sur la nouvelle dislocation des frontières entre temps de travail et temps libre intervenue à la suite de l'essor du capitalisme cognitif et informationnel.

Une approche marxo-braudélienne de la dynamique du capitalisme et de la succession de différents régimes sociotemporels

Le capitalisme, en paraphrasant Braudel,¹ est une vieille histoire qui précède, enjambe et dépasse la première révolution industrielle en adaptant en permanence les moyens de sa domination et de sa captation du surplus. La force du capitalisme réside en effet dans sa flexibilité à toute épreuve, dans sa capacité à se métamorphoser tout en restant fidèle à sa nature première: celle d'être un système orienté vers la recherche de l'accumulation illimitée du capital argent, comme l'illustre Marx à travers sa célèbre formule générale du capital (A-M-A'), où la marchandise et la force de travail ne sont qu'un simple intermédiaire pour atteindre son but premier: la réalisation d'une plus-value.

32

Au centre de l'analyse de Marx, comme Negri² l'a bien montré, se trouve donc la *loi de la plus-value*, pensée comme la loi indissociable de l'exploitation et de l'antagonisme consubstantiel au rapport capital/travail. C'est la loi de la plus-value qui a forgé les grands rythmes socioéconomiques de l'histoire du capitalisme, en impulsant des modifications incessantes des modèles productifs et des *régimes sociotemporels* à partir desquels la création et la réalisation de la plus-value se produisent.

De ce canevas, il est possible de dégager d'emblée deux constats théoriques majeurs pour notre analyse des frontières mouvantes du rapport entre la sphère du travail et celle du temps libre sous le capitalisme:

- le modèle canonique du salariat, trouvant son accomplissement dans le fordisme, organisé sur la base du travail prescrit et d'un réglage bien précis de la journée de travail, n'est que l'une des formes du travail productif de plus-value;
- dans sa quête incessante de la plus-value, comme l'avait déjà montré avec force Braudel, le capital a très bien pu se passer du rapport salarial canonique en s'appuyant sur d'autres rapports de productions (précapitalistes et/ou préindustriels, comme l'esclavage et le travail artisanal à domicile, ou post-industriels, comme dans le cas du *digital labour*).

Pour mieux comprendre cette démarche et éclairer les mutations des régimes temporels et des formes de la soumission du travail au capital, il faut partir d'un enseignement théorique clé légué par Marx.³ Il s'agit de la manière dont le travail en tant qu'activité cognitive, unité indissociable

1 Braudel 1979.

2 Negri 1996.

3 Marx 1993.

de la pensée et de l'action, est le propre et, par certains aspects, l'essence même de l'homme.⁴

Dans cette optique, un point crucial est que, si la dimension cognitive du travail est l'essence même de l'activité humaine, elle peut pourtant s'ériger en un obstacle au contrôle capitaliste du processus de production et donc à l'accumulation de capital. En particulier, les connaissances, codifiées ou tacites,⁵ contrôlées par le travail, sont pour le capital la source d'une incertitude structurelle relative à ce qu'on nomme l'exécution du contrat de travail. L'achat et la vente de la force de travail concernent la mise à disposition de la part du travailleur d'une quantité de temps et non du travail effectif des salariés, ce qui renvoie à la distinction aristotélicienne entre puissance et acte. La question marxienne liée à ce hiatus entre force de travail et travail, entre la connaissance et sa mise en œuvre effective au service du capital, anticipe ce que la théorie économique standard appelle le problème de l'incomplétude du contrat de travail.

33

Ce problème soulève aussi la question des modalités à travers lesquelles le capital a tenté de la réduire ou de la contourner. En simplifiant à l'extrême, d'un point de vue théorique, il est possible d'identifier trois solutions possibles et très différentes à ce dilemme, même si elles se sont toujours combinées dans des proportions variables tout au long de l'histoire du capitalisme.

La première solution, énoncée déjà dans la réflexion de Smith et Babbage⁶ sur les avantages de la division technique du travail, a trouvé en un certain sens son accomplissement dans les principes tayloriens de l'organisation scientifique du travail. Elle consiste à faire passer le contrôle

4 Au début du chapitre V du livre I du *Capital*, Marx illustre cette thèse à travers les exemples de l'araignée et du tisserand et de l'abeille et de l'architecte. Il en conclut que «ce qui distingue d'emblée le plus mauvais architecte de la meilleure abeille, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans sa cire. Le résultat auquel aboutit le procès de travail était déjà au commencement dans l'imagination du travailleur, existait déjà en idée», Marx 1993, p. 200.

5 Au sens de M. Polanyi le concept de connaissance tacite désigne la manière dont «We can know more than we can tell» (Polanyi 1996, p. 4). Nous pouvons ajouter que la connaissance tacite peut être individuelle ou collective, involontaire ou utilisée délibérément par les travailleurs pour résister à la dépossession de leurs savoirs et à la prétention du capital de vouloir codifier toute la connaissance en instructions planifiées, règles et routines.

6 Dès les premières pages de «La Richesse des nations», Adam Smith, à travers l'exemple de la manufacture d'épingles, se propose de montrer les immenses gains de productivité permis par le passage d'une organisation artisanale du travail à une division technique de l'ouvrage fondée sur la décomposition du travail en une série de tâches élémentaires dans lesquelles chaque ouvrier est spécialisé. Smith développe cette thèse en les termes d'une pure efficacité technique objective. Babbage aura le mérite de montrer qu'en réalité, du point de vue du capitaliste, les principaux gains de la division technique du travail découlaient de la possibilité de baisser les salaires et de mieux contrôler et mesurer le travail. Sur ces points cf. Smith 1991; Babbage 1833, en particulier chapitre XIX, pp. 222-242. Pour une déconstruction de l'argumentation de Smith concernant la supériorité technique de la division capitaliste du travail cf. en particulier Stephen Marglin, *À quoi servent les patrons?*, traduit en français in Tinel 2004.

de la connaissance dans les mains du capital, en prescrivant précisément les tâches dans leurs temps et dans leurs modes opératoires. Il en résulte à la fois une déqualification de la force de travail et une baisse des salaires. La subjectivité du travailleur est, dans ce cas, idéalement niée et séparée du travail lui-même, même si la réalisation de ce processus se heurte toujours à des limites structurelles.

La deuxième solution consiste, elle, en l'acceptation, *nolens volens*, de la dimension cognitive du travail et, partant, de l'autonomie dont disposent les travailleurs dans l'organisation du procès de production. Il en découle que, si le travail ne peut plus être prescrit et mesuré précisément *ex ante*, ce qu'il faut prescrire, c'est la subjectivité même des travailleurs, afin qu'ils mettent volontairement leurs connaissances et l'ensemble de leurs temps sociaux au service de l'entreprise.

34

La troisième solution consiste à tout simplement contourner la relation classique de l'emploi salarié pour extraire la plus-value en recourant à des formes *atypiques* de travail (formellement indépendantes ou non rétribuées), ou encore à des dispositifs de capture de la valeur de type marchand ou financier. L'histoire du capitalisme, avant et après le capitalisme industriel, abonde d'exemples de ce type de stratégies qui, aujourd'hui, connaissent un renouveau important avec la financiarisation de l'économie et l'essor des figures de l'autoentrepreneur et du *prosumer*.

L'articulation hiérarchique de ces trois solutions permet de distinguer, sur le plan logico-historique, la succession de trois *régimes sociotemporels* dominants dans l'organisation sociale du travail productif de plus-value et son articulation à la sphère du temps de consommation et de loisir.

Le régime sociotemporel du capitalisme mercantiliste: analogies et différences avec le capitalisme cognitif

Une première étape est celle du capitalisme mercantiliste. Elle se développe entre le XVI^e et le XVIII^e siècle et recoupe en grande partie ce que Marx⁷ appelle la phase de *l'accumulation primitive du capital* en Angleterre.⁸

7 Marx 1993.

8 Selon Marx, l'avènement du capitalisme présuppose la séparation du producteur de ses moyens de production et de subsistance. À la fin du livre I du *Capital*, Marx revient sur les conditions historiques et les méthodes (enclosures des terres communales, législation sanglante contre le vagabondage, commerce colonial et traite des esclaves, etc.) de l'accumulation primitive qui, en Angleterre, ont permis la réalisation de cette dépossession et la prolétarianisation de la force de travail. Il importe de préciser que l'accumulation primitive n'est pas une page de l'histoire écrite une fois pour toutes et qui aurait cédé la place aux méthodes de l'accumulation ordinaire du capital fondée sur le capital productif et le salariat. La logique et les méthodes de l'accumulation primitive sont une composante structurelle de déploiement du capitalisme dans le temps et dans l'espace, ce dernier devant sans cesse

Ce premier capitalisme présente aussi certaines analogies intéressantes avec le capitalisme cognitif, tant et si bien que ce dernier peut paraître sur certains aspects comme un retour au capitalisme préindustriel.

L'accumulation du capital repose sur la prépondérance de mécanismes d'accumulation de type marchand et financier liés au marché triangulaire et à la spéculation sur les dettes publiques. Le capital ne pénètre et n'organise pas encore directement la sphère de la production à deux exceptions près: dans les colonies, où le modèle productif dominant est le système esclavagiste des plantations; dans l'agriculture anglaise, où à la suite du processus des enclosures, au XVIII^e siècle s'est affirmé le modèle de la grande ferme employant une masse de travailleurs précaires complétant leur revenu grâce aux subsides des lois sur les pauvres.⁹

Dans le secteur manufacturier, le capital se contente en revanche de régenter de l'extérieur la production et n'utilise le salariat productif qu'à la marge.¹⁰ Le modèle dominant reste en fait celui du *putting-out system* fondé sur la relation de sous-traitance entre des entrepreneurs marchands et des artisans indépendants travaillant à domicile, bien que cette indépendance ne fut souvent que purement formelle. Dans ce cadre, le principe de régulation du procès de travail demeure encore marqué par l'hégémonie des savoirs des artisans, et les marchands ne disposent pas des instruments techniques pour exercer un contrôle direct et continu sur la production. Il en résulte plusieurs conséquences. Le travail est encore payé non au temps passé mais au résultat lors de la livraison du produit. C'est pourquoi des éventuels gains de productivité réalisés dans l'organisation de la production se traduisent en une baisse du temps de travail des artisans plutôt que dans un accroissement de la valeur dont s'approprient les marchands. L'absence d'un contrôle patronal favorise le risque de détournement des matières premières et fait planer une incertitude systématique sur la qualité des produits.¹¹ L'autonomie relative dont disposent les artisans à domicile (au moins jusqu'à la fin du XVIII^e siècle) est enfin renforcée, notamment dans les campagnes, par le recours à la polyactivité qui permet de combiner d'autres sources de revenu monétaire et les ressources issues de l'autoproduction des ménages. En somme, dans l'atelier artisanal, le rythme, les temps et l'organisation de l'activité restent discontinus et affectés à diverses finalités: il n'existe pas encore, comme ce sera le cas dans la société industrielle, une

reproduire les conditions de la polarisation qui oppose le travail et le capital. Le retour en force des mécanismes de l'accumulation par dépossession dans le capitalisme contemporain liés, par exemple, à l'extractivisme, aux nouvelles enclosures de la connaissance et à la privatisation grimpanche des institutions du *welfare-state*, fait aujourd'hui l'objet d'un vaste débat. Voir à ce sujet Mezzadra/Neilson 2018; Harvey 2012.

9 Cf. notamment Polanyi 1983.

10 Sur ces aspects, cf. notamment Dockès/Rosier 1983.

11 Sur ce point, cf. Williamson 1994.

séparation nette entre travail et non-travail, entre sphère de la production et celle de la consommation.

Face à ces *défaillances* du *putting-out system*, les marchands hésiteront en effet longtemps entre deux stratégies: celle d'une concentration de la production et de la main-d'œuvre dans les manufactures, accroissant leur pouvoir de contrôle au détriment de la flexibilité du système du travail artisanal à domicile; celle d'un perfectionnement du *putting-out system* se heurtant cependant à l'obstacle majeur de l'impossibilité d'une surveillance à distance de l'activité réelle des travailleurs, obstacle auquel, comme on le verra plus loin, il ne sera apporté de véritable solution que par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans le capitalisme contemporain.

Le régime sociotemporel du capitalisme industriel et son aboutissement dans le fordisme: l'établissement d'une séparation nette entre travail et temps libre

Pour des raisons évidentes, la possibilité d'un contrôle algorithmique à distance du travail n'était pas envisageable au XVIII^e siècle. La stratégie du capital pour s'émanciper des obstacles liés à l'autonomie des savoirs artisanaux privilégiera une autre voie, celle qui conduira à l'essor du capitalisme industriel et à la mise en place du système d'usine. Les conflits de savoir et de pouvoir qui opposent marchands et artisans, puis capitaines d'industrie et ouvriers de métier, expliquent pourquoi, à la suite de la révolution industrielle, la logique de la division capitaliste du travail a reposé sur la tentative de vider, autant que possible, le travail de sa dimension cognitive pour le transformer en son contraire: une activité mécanique et répétitive, le célèbre *travail sans phrase* de Marx assimilable à une simple dépense d'énergie effectuée en un temps déterminé.

En somme, comme Thompson l'a bien montré,¹² si, dans le capitalisme pré-industriel, les rapports des hommes aux temps et à la production étaient marqués par un rythme encore en grande partie autodéterminé et discontinu, à la suite du développement de l'entreprise capitaliste, ce rapport s'inverse: la loi de la plus-value pénètre directement l'organisation de la production et c'est le temps, le temps de l'horloge, puis du chronomètre, qui devient la mesure du travail et, par conséquent, la norme de son évaluation, de son contrôle et de sa rémunération. Dans ce même mouvement, les normes de consommation ouvrière sont de plus en plus

12 Thompson 2004, 4.

intégrées à l'accumulation du capital¹³ et cette emprise du royaume de la marchandise s'étend durant le XX^e siècle à la sphère des loisirs en donnant lieu à ce qu'Adorno et Horkheimer appelleront «l'industrie culturelle»¹⁴ et Debord «la société du spectacle».¹⁵ Ce faisant, le capitalisme industriel a de plus en plus dissocié le lieu et les sujets de la production de ceux de la consommation, tant et si bien que le lien «entre l'individu et la société est rompu au niveau de l'expérience sensible, l'individu n'est chez lui nulle part».¹⁶

Selon une logique qui trouvera son aboutissement dans le modèle fordiste de la production/consommation de masse des marchandises standardisées s'établit ainsi un *nouveau régime sociotemporel*. Ce régime pose une séparation assez nette entre temps de travail et temps dit libre et se décline en deux principaux niveaux.

Sur le plan de la régulation du rapport salarial, le rôle central du travail matériel abstrait, simple, non qualifié, semble assurer l'une des conditions clés de la définition du contrat salarial canonique: le salaire apparaît effectivement comme la contrepartie de l'achat de la part du capital d'une fraction de temps humain bien déterminée mise à la disposition de l'entreprise. Dans ce cadre, le temps réel de travail semble coïncider effectivement avec le temps passé à l'intérieur de l'entreprise, selon les modalités prévues par le contrat et l'horaire officiel de travail.

Sur le plan de la représentation conventionnelle des différents temps sociaux, ce régime sociotemporel instaure un véritable clivage entre le temps de travail direct salarié, considéré comme le seul temps productif, et les autres temps de vie consacrés à la reproduction de la force de travail (consommation, loisirs, éducation, formation, repos, etc.), appréhendés comme improductifs. Plus précisément, ce clivage recouvre quatre volets:

- L'opposition entre «le temps de travail» et de la *subordination*, et «le temps dit libre» soustrait formellement à l'emprise de l'entreprise.
- L'opposition entre travail salarié et travail de «reproduction» non rémunéré à travers laquelle se concrétise l'occultation du rôle clé du travail «domestique» des femmes.
- L'opposition entre la sphère de la production et celle de la consommation centrée sur des biens d'équipement ménagers et de loisirs standardisés, où le consommateur est acculé à une position purement passive et improductive.
- Enfin, l'opposition entre les rôles remplis par les étapes successives de

13 Cf. l'analyse d'Aglietta 1976.

14 Adorno/Horkheimer 1974.

15 Debord 1971.

16 Gorz 1973.

l'organisation sociale du *cycle de vie ternaire*: l'éducation (improductive), l'activité professionnelle (productive), la retraite (improductive).

L'ensemble de ces conventions sur lesquelles s'est, par ailleurs, construite la théorie économique dominante de l'arbitrage travail/loisir, finira par être considéré comme une sorte de loi naturelle et d'invariant structurel du fonctionnement de l'économie. Elles seront pourtant profondément ébranlées par la crise sociale du modèle fordiste, puis par le passage au capitalisme cognitif.

Le brouillage des frontières entre temps libre et temps de travail dans le capitalisme cognitif et informationnel

38

La crise du fordisme a ouvert une phase historique entièrement nouvelle concernant le rôle du savoir dans l'organisation sociale de la production et le rapport capital-travail. Cette métamorphose a trouvé son impulsion première dans les conflits qui, depuis la seconde moitié des années soixante, ont remis en cause les fondements sociaux du taylorisme et la logique de la consommation de masse de biens matériels standardisés. Ces conflits ont entraîné un déplacement progressif de la demande sociale vers les «services supérieurs», notamment *les productions de l'humain par l'humain* qui, comme la santé, l'enseignement, la culture, etc., sont devenues l'assise de ce que Robert Boyer¹⁷ appelle le modèle anthropogénétique. Il en a résulté, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, la constitution d'une intellectualité diffuse et le retour en force de la dimension cognitive du travail comme en témoigne une formidable hausse du niveau de formation de la main-d'œuvre et l'évolution des catégories socioprofessionnelles. C'est ainsi que, par exemple en France, entre 1968 et 2019, le rôle jadis majoritaire des ouvriers (38% en 1968) ne représente plus que 19,6% de l'emploi en 2019. Il cède la place à l'avancée des employés et notamment des catégories où se concentrent les travailleurs les plus diplômés, comme les «professions intermédiaires» et les «cadres et professions intellectuelles supérieurs» qui, ensemble, représentent désormais, en 2019, 44,9% de l'emploi.¹⁸ Ce processus menant vers une économie fondée sur la connaissance a été accéléré par la révolution informationnelle et la dématérialisation numérique d'un grand nombre de biens culturels et de moyens de production. Émancipés de leurs supports matériels, ceux-ci ont perdu leur caractère rival et excluible par les prix pour se transformer en ce que la théorie économique appelle des biens collectifs, non rivaux, souvent reproductibles

17 Boyer 2002.

18 Source: INSEE, www.insee.fr/fr/statistiques.

et échangeables gratuitement par un simple clic. Nous sommes dans les faits entrés dans une économie centrée sur les relations de service et, dans diverses activités productives, dans une économie du prototype où la partie essentielle de l'effort productif réside dans la conception de la première unité, tandis que les coûts de reproduction sont très faibles, et tendent parfois vers zéro, comme dans les cas paradigmatiques du logiciel, des industries culturelles et créatives, du secteur pharmaceutique et des biotechnologies. Cette nouvelle organisation sociale de la production et de la typologie des biens a mis profondément en crise les modèles de profit et de contrôle du travail de l'âge fordiste. La genèse du capitalisme cognitif se présente ainsi comme une tentative de sortie du capitalisme industriel, mais aussi comme une refonte de ses dispositifs de capture de la valeur face aux défis posés par une économie fondée sur la connaissance et le numérique.

Le concept de capitalisme cognitif désigne ainsi, après le capitalisme mercantiliste et le capitalisme industriel, l'avènement d'une nouvelle phase du capitalisme dans laquelle la dimension cognitive et immatérielle du travail devient dominante sur le plan de la création de la valeur et de la richesse. Dans ce cadre, l'enjeu central de la valorisation du capital et des formes de la propriété porte en conséquence de plus en plus directement sur le contrôle de ces conditions collectives de la production de connaissance et la transformation de celle-ci en un capital et une marchandise fictive.¹⁹

Conformément au célèbre triptyque néolibéral: *privatization, commodification and corporatization*, le nouveau capitalisme cognitif et informationnel est ainsi marqué par le retour en force de mécanismes rentiers et financiers de valorisation qui rappellent les méthodes de l'accumulation primitive du capital: privatisation des services collectifs du *welfare-state*, enclosures du savoir liées à un formidable renforcement des droits de propriété intellectuelle et à la mise en place du Digital Right Management, etc.

Ces dispositifs se développent à travers un lien organique avec la mise en place de nouvelles formes d'organisation de la production et d'extraction de la plus-value menant vers une redéfinition des frontières entre temps de travail et temps libre. Deux tendances permettent en particulier d'illustrer l'ampleur de cette évolution.

19 Pour une présentation approfondie de l'approche du capitalisme cognitif, cf. Vercellone 2014.

Le passage d'une division technique à une organisation cognitive du travail

La première tendance concerne la manière dont l'activité de travail d'une partie croissante de la population consiste de plus en plus à traiter de l'information, à produire des connaissances et à s'engager dans des relations de services fondées sur la communication et les productions de l'humain par l'humain. Dans ce cadre, l'activité créatrice de valeur coïncide de moins en moins avec l'unité de lieu et de temps propre aux réglages des temps collectifs de la période fordiste et déborde les enceintes des entreprises. De par sa nature, le travail cognitif se présente comme la combinaison complexe d'une activité de réflexion, de partage et d'élaboration des savoirs qui s'effectue tant en amont, en dehors, que dans le cadre même du travail immédiat, direct, de production.²⁰ Ainsi, le temps de travail consacré directement à une activité de production durant l'horaire officiel de travail ne constitue le plus souvent qu'une fraction du temps social de production.

40

Cette tendance est fortement accentuée par les nouvelles techniques de gestion des ressources humaines. À la différence de ce qui se passait à l'âge du fordisme, le capital est désormais non seulement de nouveau dépendant des savoirs des salariés, mais il doit obtenir une mobilisation de l'ensemble de la personne et des temps de vie des travailleurs. Comme pour la création de la valeur, les dispositifs managériaux de contrôle du travail se déplacent eux aussi de plus en plus en amont et en aval de l'acte productif direct. Dans ce cadre, la prescription tayloriste du travail cède la place à la prescription de la subjectivité et de l'obligation aux résultats, souvent fixés de manière délibérément irréaliste. Le but est de pousser les travailleurs à une adhésion totale aux objectifs de l'entreprise, en intériorisant comme une faute l'incapacité de les réaliser pleinement.²¹ Sous la pression conjointe du management par le stress et de la précarité, l'emprise du travail empiète ainsi de plus en plus sur des domaines de vie cruciaux pour l'équilibre des individus, en engendrant de nouvelles formes de stakanovisme et de «souffrance au travail».²²

Le corollaire de cette pression psychique et temporelle sur le travail en est souvent une augmentation considérable du nombre d'heures supplémentaires,²³ non comptabilisées, non reconnues et non rétribuées, selon une logique qui rappelle ce que Marx nommait l'extorsion de la plus-value absolue.

20 Gorz 1997.

21 Gaulejac 2012.

22 Sur ce point, cf. l'analyse d'Askenazy 2016.

23 Sur ce point, cf. notamment Chenu/Herpin 20027; l'enquête *Surveillance médicale des expositions des salariés aux risques professionnels* (Sumer), www.inrs.fr/media.html?re-filNRS=TF%20273.

Ces tendances à rendre poreuses les frontières entre travail et non-travail sont par ailleurs démultipliées par la manière dont la révolution informationnelle et internet ont affaibli considérablement les contraintes spatiales, temporelles et techniques propres au déroulement de l'activité du travail. Cette dynamique a une nature profondément contradictoire et ambivalente. Elle favorise tout autant l'essor de formes de coopération non marchandes, alternatives à la hiérarchie comme au marché – à l'image des communs et du logiciel libre – que la mise au point de formes inédites d'extraction de la valeur du travail gratuit des consommateurs et des usagers d'internet. Il en découle une tension croissante entre la tendance à l'autonomie du travail cognitif et la tentative du capital d'assujettir l'ensemble des temps sociaux à la logique hétéronome de sa valorisation.

L'essor du capitalisme des plateformes et la problématique du *Free Digital Labour*

La seconde tendance tient à l'essor du capitalisme de plateformes incarné par les célèbres *GAFAM* et les *Licornes* de l'ubérisation de l'économie. Elle se traduit par le retour de formes d'organisation qui, au sens de la théorie économique de la firme inaugurée par Coase,²⁴ constituent un hybride marché-entreprise²⁵ car les firmes-plateformes combinent des fonctions d'appariement entre offre et demande à d'autres dispositifs qui, eux, relèvent davantage des fonctions hiérarchiques de prescription du travail. Cette hybridation va de pair avec des formes atypiques de travail, gratuit ou formellement indépendant, qui échappent à la norme du travail salarié et aux critères standards de sa mesure.

Deux principales catégories²⁶ de plateformes multiversantes permettent de mettre en exergue l'ampleur de ce bouleversement de l'organisation des firmes et des *régimes socio-temporels* du travail.

La première concerne les plateformes dites «à la demande» et de la «*gig economy*» (Uber, Deliveroo, etc). Celles-ci peuvent être comprises sur bien des aspects comme une réédition hightech du modèle du *putting-out system* qui, grâce aux NTIC, permet d'apporter une réponse inédite aux limites qui, au XVIII^e et au XIX^e siècles, avaient conduit à un déclin de ce modèle et à l'affirmation du *factory system*.

Ce renouvellement repose sur un brouillage des frontières classiques entre hiérarchie et marché qui s'opère à un double titre.

24 Coase 1937.

25 Casilli 2019.

26 Pour une typologie des plateformes, cf. Srnicek 2018; Casilli 2019.

D'une part, à travers leurs algorithmes et leurs économies de réseau, les plateformes internalisent le marché, en parvenant à établir aussi bien une position de quasi-monopole par rapport à la demande des usagers qu'une position dite de monopsonne par rapport à l'offre de travail des prestataires de services.

De l'autre, grâce aux NTIC, des plateformes, comme Uber, peuvent désormais exercer un rôle de prescription et de contrôle continu du travail indépendant proche de celui qu'exerce l'entreprise traditionnelle à l'égard de ses salariés, et ce tout en bénéficiant de la collaboration des usagers (notation des conducteurs, données).

Le résultat en est un effritement des représentations binaires entre travail et loisir, production et consommation, mais également entre travail salarié et travail indépendant, chômage et emploi, que le capitalisme industriel parvint à ériger en une convention sociale.

42

Le second modèle est celui des «plateformes publicitaires» des médias sociaux et des moteurs de recherche. Ces plateformes, à l'image de Google et de Facebook, occupent désormais les premières places du capitalisme mondial en termes de capitalisation boursière et de taux de profit, tout en ne mobilisant qu'une masse quasi insignifiante de travailleurs salariés. La solution de ce paradoxe se trouve dans la manière dont ces grands oligopoles de l'économie numérique et des *data industries* sont parvenus à inventer un nouveau modèle de profit fondé sur la logique de la «gratuité marchande», une notion qui, de prime abord, peut apparaître comme un oxymore. Cette gratuité est dans les faits mise en œuvre au service d'une logique de profit qui s'appuie sur ce que, dans la théorie économique, l'on appelle les marchés bi-face. Autrement dit, des services en apparence gratuits sont offerts sur un versant de la plateforme aux internautes de manière à les attirer, à en extraire le maximum de données et de contenus, et cela afin de vendre sur l'autre versant des espaces publicitaires à des annonceurs qui s'adressent à ces mêmes usagers. Le modèle de profit des plateformes de la *gratuité marchande*, à l'image de Google et de Facebook, fait émerger dans sa forme la plus pure un trait central de l'économie politique d'internet et des *data industries*: la question du *Free Digital Labour*. Cette forme nouvelle de travail concerne la manière dont le caractère interactif du «Web 2.0» a permis aux oligopoles d'internet de dilater les frontières des firmes, en intégrant la collaboration des usagers-consommateurs, ou, suivant une expression de plus en plus usitée, des *prosumers* (ce terme étant justement la contraction du mot *producer* et du mot *consumer*).

Par le concept de *Free Digital Labour*,²⁷ on désigne ainsi, en jouant

27 Ce concept a été forgé par Terranova 2000. Il a été ensuite repris en donnant lieu à

sur le double sens du terme *Free* en anglais, le travail à la fois gratuit et apparemment libre qu'une multitude d'individus effectuent sur internet, souvent inconsciemment, au profit des grands oligopoles du web et des *data industries*.

Dans ce modèle, tout semble se passer comme si la firme-plateforme était parvenue à imposer aux usagers une sorte d'échange, pour partie formulé dans les conditions d'usage de la plateforme, synthétisable de la manière suivante: si c'est gratuit, c'est parce qu'en réalité, vous êtes à la fois le produit et les travailleurs qui, grâce à leur activité collective, en apparence autonome et ludique, me permettent de vous fabriquer et de vous vendre comme des marchandises aux annonceurs. Dans la mesure où cette valeur n'est pas «redistribuée» aux internautes, on peut considérer qu'il s'agit d'un travail exploité, et cela tant au sens de la théorie classique de la valeur-travail²⁸ que de la théorie néoclassique de la répartition, puisque la rémunération d'un travail gratuit est par définition inférieure à sa productivité marginale.

Cette thèse suscite de nombreuses controverses parmi les spécialistes de l'économie numérique. À l'idée selon laquelle le *Free Digital Labour* pourrait être considéré à tout égard non seulement comme un travail, mais aussi un travail productif créateur de valeur, sont opposées deux principales séries d'objections. Les paragraphes ci-dessous discutent ces critiques et s'efforcent de les réfuter.

43

***Free Digital Labour*: un concept controversé**

Une première série d'objection, développée par des chercheurs comme Broca et Srnicek,²⁹ consiste à affirmer que c'est en réalité le capital immatériel de l'algorithme qui, par un processus automatisé, crée l'essentiel de la valeur en extrayant les données et permet de leur donner un sens valorisable sur l'autre versant de la plateforme, celui du marché de la publicité en ligne.

Dans cette optique, la pertinence du concept du *Digital Labour* serait problématique et, même si l'on admettait son existence, il ne constituerait qu'une entité subalterne – presque insignifiante – d'émission de bits informationnels qui serait reléguée à une fonction de simple auxiliaire vis-à-vis de la mégamachine algorithmique programmée par d'autres travailleurs. Cette première série de critiques à la thèse du *Digital Labour* est affectée par deux erreurs majeures.

différentes interprétations dans la décennie 2010. Fuchs 2012, Scholz 2012, Simonet 2018, Cardon/Casilli 2014, Vercellone et al. 2018, Casilli 2019.

28 Fuchs 2014.

29 Broca 2017, Srnicek 2018.

La première erreur consiste à considérer – en contradiction tant avec la théorie de la valeur travail qu’avec la comptabilité nationale – le capital fixe immatériel incorporé dans les algorithmes comme une source autonome de la création de valeur et qui pourrait presque se passer de l’activité du *Digital Labour*. Cette méprise est d’autant plus grande qu’une bonne partie de l’activité gratuite des internautes des médias sociaux consiste non seulement à produire des données et des contenus, mais également à entraîner les algorithmes à effectuer des tâches que l’intelligence artificielle n’est pas (encore) en mesure de réaliser.

La seconde erreur est de penser que la fonction de producteur de matières premières informationnelles brutes rendrait *ipso facto* le *Digital Labour* une entité subalterne dans la chaîne de la création de la valeur des plateformes. Cette assertion est plus qu’étonnante à un âge où l’on compare de plus en plus les *Big Data* au nouveau pétrole ou au nouvel or du capitalisme informationnel. Sur un plan historique, elle frôle même l’absurde. Ce serait comme affirmer que les mineurs du charbon n’auraient eu qu’une fonction secondaire à l’âge de la première révolution industrielle en Angleterre, ou encore que le pétrole n’aurait été qu’un élément subalterne dans la civilisation de l’automobile. Il en va de même lorsque, pour amoindrir le rôle que joue le *digital labour* dans la création de valeur, on le réduit à un simple auxiliaire de la machine algorithmique programmée par les ingénieurs en informatique et les *data scientists*. On semble oublier que le travail taylorien de la chaîne de montage fordiste était, lui aussi, caractérisé par la plupart des sociologues ou économistes, comme un simple appendice des machines et de l’*organisation scientifique du travail* planifiée par les ingénieurs des bureaux de méthode. Personne n’aurait pour autant osé nier que c’était justement là, dans cette activité auxiliaire, mécanique et répétitive, que se trouvait le cœur du processus de création de valeur à l’âge fordiste.

Une seconde série d’objections adressées à la pertinence du concept de *digital labour* concerne son incompatibilité avec le fondement anthropologique de ce que l’on nomme travail. Autrement dit, le concept de *digital labour* présenterait comme du travail «des activités que le sens commun ne considère pas comme tel» et il serait inconciliable «avec la définition philosophique moderne du travail en tant qu’activité consciente et volontaire».³⁰ Cette affirmation soulève deux observations.

Ce n’est évidemment pas la conscience subjective du concept de travail, encore moins le sens commun, qui le rendent réel, mais plutôt l’acte même de travail qui s’inscrit dans des rapports sociaux et des institutions qui le rendent plus ou moins visible et reconnu. Il existe en effet une multitude

d'exemples historiques d'activités remplissant pleinement les critères d'une définition anthropologique du travail et auxquelles ni le *sens commun* ni la conscience de ses acteurs ne reconnaissent ce statut. Il suffit de songer, pour ne prendre qu'un exemple, dont se revendiquent Terranova et d'autres théoriciens du *digital labour*, à la manière dont le travail gratuit de reproduction réalisé par les femmes a été rendu longtemps, et souvent aujourd'hui encore, invisible à la société et aux consciences mêmes de celles qui l'accomplissaient.³¹

Par ailleurs, l'absence de conscience de réaliser un travail n'est pas une particularité du *digital labour*. Ce problème d'identification et de reconnaissance du travail est d'autant plus grand que le capitalisme a conduit à créer progressivement une confusion majeure entre le concept de travail, au sens anthropologique de ce terme, et le concept de travail-emploi, *i.e.* un travail salarié subordonné dont le mode d'exécution et les finalités sont dictés par l'extérieur. C'est pourquoi, pour élucider la question de la nature comme de la perception subjective du travail, il est utile, à la suite de Marx,³² de rappeler comment le «processus de production» dans l'entreprise capitaliste présente une double face. Il est en fait l'unité contradictoire du *procès de travail*, d'une part, et du *procès de valorisation*, d'autre part.

La première face, le *procès de travail*, désigne la manière dont les hommes dans la reproduction des conditions de leur existence coopèrent et se servent de leur intelligence et de leurs outils pour satisfaire leurs besoins et exprimer leur subjectivité. C'est une condition universelle de l'activité humaine valable en tout type de société et qui correspond à la définition anthropologique du travail. Or, à cet égard, celui du *procès de travail*, le *Free Digital Labour* se présente, dans la plupart des cas, comme une activité consciente et volontaire qui vise à produire des choses utiles et à exprimer la subjectivité des individus. C'est sans doute le cas lorsque, par exemple, nous effectuons des actions aussi simples que celle d'entamer une recherche sur Google pour trouver une information concernant la préparation d'un plat, l'histoire d'une ville, élaborer une bibliographie sur un sujet académique ou encore poster un message sur Facebook pour organiser un événement ou une réunion.

La seconde face, le *procès de valorisation*, désigne, en revanche, la manière dont l'entreprise réorganise et subordonne le *procès de travail* pour le mettre au service de son objectif: la réalisation d'un profit au moyen de la production et de la vente de marchandises. Le point crucial est que ces deux faces du processus capitaliste de production peuvent se dissocier et ne pas apparaître simultanément à la conscience des acteurs. Nous

31 Cf. notamment Federici 2004, Simonet 2018.

32 Marx 1993.

pouvons illustrer cette dissociation cognitive par deux exemples extrêmes et opposés.

Le premier est celui de la figure du travailleur salarié de la chaîne de montage, le célèbre *ouvrier-masse*. Il pouvait ne percevoir dans son activité que le seul côté inhérent au procès de valorisation, celui d'un travail mécanique, répétitif et asservi à un but extérieur qui vidait son travail concret de tout intérêt. Le travail n'apparaissait ainsi à l'ouvrier de la chaîne de montage qu'en tant que simple moyen de gagner sa vie et la perception de la dimension anthropologique du travail était quasi effacée de sa conscience. À un autre extrême, nous avons justement l'exemple du *prosumer* d'internet qui, lui, à l'inverse, a souvent l'impression de n'accomplir qu'une activité pour soi, autodéterminée et relevant du temps libre. Il en découle une conséquence paradoxale. D'une part, le *prosumer* ne considère pas son activité comme un véritable travail, car elle échappe à la norme sociale dominante du travail-emploi subordonné et rémunéré. De l'autre, il la ressent cependant comme un acte dont il maîtrise l'objectif et le résultat, conformément au sens de la définition anthropologique du travail. En somme, de ce point de vue, ce qui fait défaut au *Free Digital Labour*, c'est avant tout la conscience de la façon dont son travail s'inscrit aussi dans un procès de valorisation régi par une volonté extérieure et dirigé vers un but qui lui est dissimulé: celui de la création de marchandises et du profit.

Cette dissonance cognitive, cette aliénation, est d'autant plus forte que le mode de fonctionnement des plateformes capitalistes comme Google et Facebook est très éloigné de celui de la société disciplinaire et de la fabrique. Ce fonctionnement se rapproche plutôt de la description que Gilles Deleuze³³ faisait de l'émergence d'une société de contrôle, c'est-à-dire un environnement technique intangible permettant de nous suivre partout et de nous orienter, sans jamais donner l'impression de véritablement nous contraindre. On pourrait même affirmer que nous avons là une sorte de réalisation de l'utopie de tout manager ou dirigeant d'entreprise: disposer de travailleurs qui ont l'impression de ne travailler que pour eux-mêmes, et ce au point d'accepter de se mobiliser gratuitement au service de l'entreprise dans une sorte de servitude volontaire.

Conclusions

La théorie économique s'est bâtie sur le modèle canonique du salariat industriel en figeant une représentation binaire des relations entre travail et loisir, production et consommation, jusqu'à faire du temps de travail

33 Deleuze 1990.

une simple *désutilité* en opposition au *loisir* (défini comme le temps de non-travail) et à n'appréhender la consommation qu'à la manière d'un acte destructeur de richesses.

Toutefois, comme nous l'avons montré, ce modèle n'est que l'une des variantes des *régimes sociotemporels* qui ont ponctué l'histoire du capitalisme. Plus précisément, la mise en perspective historique et théorique menée dans cet article nous livre deux enseignements majeurs qui éclairent la portée, le sens et les enjeux de la mutation actuelle du rapport capital-travail.

Le premier a trait aux analogies entre le capitalisme pré-industriel et le capitalisme post-industriel. Dans l'un comme dans l'autre, il n'existe pas de séparation précise entre les temps et les lieux délimitant la sphère du travail et ceux consacrés aux activités de loisir et de reproduction de la force de travail. Il en va de même pour la manière dont le capitalisme contemporain renoue avec des formes d'organisation hybrides entre hiérarchie et marché qui, comme dans le cas de l'ubérisation de l'économie, peuvent évoquer le *putting-out system*. L'histoire n'étant pas un mouvement circulaire, elle ne se répète pourtant jamais à l'identique. Elle est spirale, innovation et témoignage de la manière dont le capitalisme, tel un phénix renaissant de ses cendres, parvient à se renouveler en absorbant ses contradictions comme un moteur de son développement.

Le second enseignement est que l'automatisation robotique et algorithmique de la production ne conduit pas à la *fin du travail*, ni dans son sens anthropologique ni en ce qui concerne cette forme particulière qu'est le travail salarié, le travail-marchandise. Au contraire, nous pourrions même affirmer qu'elle nous mène vers une extension infinie du travail qui résulte de l'imbrication de deux principales tendances: premièrement, la montée de la dimension cognitive et immatérielle du travail rend de plus en plus caducs les critères officiels de sa mesure, et se traduit par une croissance de la logique de la plus-value absolue; deuxièmement, alors que la distinction traditionnelle entre temps de travail et temps libre s'effondre, le «travail gratuit» se niche désormais partout, dans le travail rémunéré, dans les stages, dans nos activités de consommation, comme dans nos liaisons numériques à travers lesquelles chaque individu se trouve intégré dans une chaîne invisible de la création de valeur au profit des grandes plateformes digitales et des *data industries*. Le *Free Digital Labour* ne représente que la forme la plus pure et emblématique de cette tendance qui conduit à un effritement des frontières entre consommation et production, loisir et travail, qui empiète désormais sur l'ensemble de nos temps de vie.

Ces évolutions recèlent sans doute une grande partie de l'explication de deux énigmes qui traversent la dynamique du capitalisme contemporain et auxquelles les économistes ne parviennent pas à donner une réponse

cohérente. La première est le paradoxe – inconcevable à l'âge du capitalisme industriel – selon lequel certaines des principales firmes mondiales en termes de taux de profit et de capitalisation boursière sont, à l'image de Google et de Facebook, de véritables nains en matières d'emploi.³⁴ La seconde, ce sont les causes d'une stagnation durable des salaires qui semble désormais devenue quasi insensible aux fluctuations de la conjoncture économique, y compris durant les phases de reprise de la croissance. Leur compréhension pose en des termes complètement inédits la question des sources de la création de la valeur et des normes de sa répartition entre salaires, profits et rentes. Elle nous invite à un réexamen et à une extension du concept de travail productif qui se doit de prendre en compte la dimension de plus en plus collective d'une activité créatrice de valeur qui s'étend sur l'ensemble des temps sociaux en donnant lieu à une énorme masse de travail non reconnue et non rétribuée.

48

Cette réflexion pourrait également être le socle théorique de la proposition d'un *revenu ou salaire social de base garanti* pensé non plus comme une forme de redistribution, mais comme un revenu primaire, c'est-à-dire issu directement de la production. Sur cette base, son institutionnalisation pourrait devenir un premier niveau de la répartition primaire du revenu entre salaires, rentes et profits et permettre de restituer au travail une partie de la valeur ajoutée aujourd'hui captée par le capital.

Bibliographie

- Adorno, Theodor W., Max Horkheimer, 1947, *La dialectique de la raison. Fragments philosophiques*, trad. de la 2^e édition allemande par É. Kaufholz, Paris, Gallimard, 1974.
- Aglietta, Michel, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.
- Askenazy, Philippe, *Tous Rentiers. Pour une autre répartition des richesses*, Paris, Odile Jacob, 2016.
- Babbage, Charles, *Traité sur l'économie des machines et des manufactures* (1832), Paris, Bachelier, 1833.
- Boyer, Robert, *La croissance, début du siècle*, Paris, Albin Michel, 2002.
- Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, tome 3, Paris, Armand Colin, 1979.
- Broca, Sébastien, Le digital labour, extension infinie ou fin du travail?, *Tracés. Revue de sciences humaines* 32, 2017, pp. 133-144.

34 En 2018, Facebook ne comptait qu'environ 30 000 salariés (<https://newsroom.fb.com/company-info>) à travers le monde, Alphabet environ 85 050.

- Cardon, Dominique, Antonio Casilli, *Qu'est-ce que le Digital Labor?*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, 2015.
- Casilli, Antonio, *En attendant les robots*, Paris, Seuil, 2019.
- Chenu, Alain, Nicolas Herpin, Une pause dans la marche vers la civilisation des loisirs?, *Économie et statistique*, 352–353, 2002, pp. 15–37
- Coase, Ronald, The nature of the firm, *Economica* 4, 1937, pp. 386–405.
- Debord, Guy, *La société du spectacle*, Paris, Champ libre, 1971.
- Deleuze, Gilles, Post-scriptum sur les sociétés de contrôle, in *Pourparlers 1972–1990*, Paris, Les Éditions de minuit, 1990, pp. 240–247.
- Dockès, Pierre, Bernard Rosier, *Rythmes économiques, crises et changement social. Une perspective historique*, Paris, La Découverte, 1983.
- Federici, Silvia, *Caliban and the Witch. Women, the Body and Primitive Accumulation*, Brooklyn, Autonomedia, 2004.
- Fuchs, Christian, Dallas Smythe today: The audience commodity, the digital labour debate, Marxist political economy and critical theory, *TripleC* 10/2, 2012, pp. 692–740.
- Fuchs, Christian, *Digital Labour and Karl Marx*, New York, Routledge, 2014.
- Gaulejac, Vincent, Antoine Mercier, *Manifeste pour sortir du mal-être au travail*, Paris, Desclée De Brouwer, 2012.
- Gorz, André, *Critique de la division du travail*, Paris, Seuil, 1973.
- Gorz, André, *Misères du présent. Richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997.
- Harvey, David, *Pour lire le Capital*, Paris, La ville brûle, 2012.
- Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS), *Surveillance médicale des expositions des salariés aux risques professionnels* (Sumer), www.inrs.fr/media.html?refINRS=TF%20273, consulté le 30. 1. 2020.
- Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *Statistiques et études*, www.insee.fr/fr/statistiques, consulté le 30. 1. 2020.
- Marx, Karl, *Le Capital*, Livre I, Quadrige, Paris, PUF, 1993.
- Mezzadra, Sandro, Brett Neilson, Entre extraction et exploitation. Des mutations en cours dans l'organisation de la coopération sociale, *Actuel Marx*, 63, 2018, pp. 97–113.
- Negri, Antonio, *Marx au-delà de Marx*, Paris, Harmattan, 1996.
- Polanyi, Karl, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.
- Polanyi, Michael, *The Tacit Dimension*, Garden City, New York, Doubleday, 1966.
- Scholz, Trebor, *Digital Labour. The Internet as Playground and Factory*, New York, Routledge, 2012.
- Simonet, Maud, *Travail gratuit. La nouvelle exploitation*, Paris, Textuel, 2018.
- Smith, Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), Paris, GF-Flammarion, 1991.

- Srnicek, Nick, *Capitalisme de plateforme*, Montréal, Lux, 2018.
- Terranova, Tiziana, Free Labor. Producing Culture for the Digital Economy, *Social Text*, 18 (2), 2000, pp. 33–58.
- Thompson, Edward Palmer, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, Paris, La Fabrique, 2004.
- Tinel, Bruno, «À quoi servent les patrons?» *Marglin et les radicaux américains*, Lyon, ENS Éditions, 2004.
- Vercellone, Carlo, *Connaissance et division du travail dans la dynamique longue du capitalisme. Une approche néo-marxiste du capitalisme cognitif*, Habilitation à diriger les recherches, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-02168815/document>, consulté le 30. 1. 2020.
- Vercellone, Carlo, Francesco Brancaccio, Alfonso Giuliani, Federico Puletti, Giuli Rocchi, Pierluigi Vattimo (dir.), *Data-driven disruptive commons-based models*, Report D 2.4, DECODE, Horizon 2020, Information and Communication Technologies, 31. 10. 2018, <https://decodeproject.eu/publications/data-driven-disruptive-commons-based-models>, consulté le 29. 1. 2020.
- Williamson, Oliver Eaton, *The Economic Institutions of Capitalism*, New York, Free Press, 1985, traduction française: *Les institutions de l'économie*, Paris, Inter-Éditions, 1994.

Carlo Vercellone

économiste, est professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris 8, membre des laboratoires CEMTI et Sophiapol. Dernières publications: *Le commun comme mode de production* (en collaboration avec F. Brancaccio et F. Giuliani), Paris, Éditions de l'éclat, 2021; *Rent* (en collaboration avec S. Dughera), in *The SAGE Handbook of Marxism*, chapter 4, pp. 68–84, London, Sage reference, 2021, forthcoming.
 carlo.vercellone@univ-paris8.fr
 ORCID: 0000-0003-4267-8170